

EPON 

Effectiveness of Peace Operations Network

RÉSUMÉ

Évaluation de l'efficacité

de la mission des Nations Unies
en RDC / MONUC – MONUSCO

RAPPORT 3/2019

Publié par : Institut norvégien des relations internationales

Droits d'auteur : © Institut norvégien des relations internationales 2019

ISBN : 978-82-7002-346-2

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles des auteurs. Elles ne reflètent pas forcément les opinions de l'Institut norvégien des affaires internationales. Ce texte ne peut être republié en partie ou dans son intégralité sans l'autorisation du NUPI et de ses auteurs.

Adresse d'accueil : C.J. Hambros plass 2d

Adresse : P.O. Box 8159 Dep. NO-0033 Oslo, Norvège

Sites Internet : effectivepeaceops.net | www.nupi.no

Courriel : info@nupi.no

Fax : [+ 47] 22 99 40 50

Tél : [+ 47] 22 99 40 00

Évaluation de l'efficacité de la mission des Nations Unies en RDC

(MONUC-MONUSCO)

Auteure principale

Dr Alexandra Novosseloff, Institut international pour la paix (IPI), New York
et Institut norvégien des affaires internationales (NUPI), Oslo

Coauteurs

Dr Adriana Erthal Abdenur, Institut Igarapé, Rio de Janeiro, Brésil

Pr Tomas Mandrup, Université de Stellenbosch, Afrique du Sud, et Collège royal de défense du Danemark, Copenhague

Aaron Pangburn, Conseil de la recherche en sciences sociales (SSRC), New York

Fournisseurs de données

Ryan Rappa et Paul von Chamier, Centre de coopération internationale (CIC),
Université de New York, New York.

Éditeur de la série de rapports à l'EPON

Dr Cedric de Coning, NUPI

Groupe de références externes

Dr Tatiana Carayannis, SSRC, New York

Lisa Sharland, Institut australien de stratégie politique, Canberra

Dr Charles Hunt, Institut royal de technologie de Melbourne (RMIT), Australie

Adam Day, Centre for Policy Research, Université des Nations Unies, New York



Photo de l'ONU/Sylvain Liechti



Résumé

Les efforts de maintien de la paix de l'ONU en RDC depuis la fin de la deuxième guerre du Congo durent depuis presque 20 ans, pendant lesquels se sont tenues trois élections présidentielles et succédés huit représentants spéciaux du Secrétaire général de l'ONU et un nombre important de crises politiques et sécuritaires impliquant des acteurs nationaux et régionaux ainsi que des groupes armés non étatiques. La Mission a dû se réinventer, essayer de s'adapter aux dynamiques de conflits changeantes et modifier sa position à la demande du Conseil de sécurité, du gouvernement congolais et des États régionaux, mais aussi en raison de coupes budgétaires récentes.

Dans ce rapport et au nom de l'Effectiveness of Peace Operations Network (EPON), les auteurs ont divisé l'intervention de la Mission en quatre phases différentes : 1) le déploiement de la Mission dans la crise et son développement progressif 2) le soutien au gouvernement de transition et à l'organisation d'élections générales en 2006 3) la phase d'après transition qui a mené à la mise en place d'une mission de stabilisation et 4) la création de la Brigade d'intervention (FIB) pour lutter contre le M23 et d'autres groupes armés identifiés, et pour faire pression en faveur de nouvelles élections présidentielles puisque le second et dernier mandat du président Kabila venait de s'achever. On pourrait être tenté de dire que l'année 2019 marque le début d'une cinquième voire d'une ultime étape pour la Mission, qui se voit chargée du nouveau défi de soutenir le mandat présidentiel de Félix Tshisekedi, dont la légitimité est contestée et la capacité à contrôler les principales institutions du pouvoir limitée, tout en devant protéger une société civile inquiète et suspicieuse et organiser la réduction de ses effectifs ainsi que son retrait du pays.

En utilisant le cadre méthodologique d'EPON, le rapport a évalué l'efficacité des efforts de maintien de la paix de l'ONU en RDC selon huit aspects fondamentaux. Ont aussi été identifiés un certain nombre d'incidences stratégiques et opérationnelles importantes et trois obstacles aux efforts de la Mission.

Analyse de l'efficacité des missions de l'ONU en RDC selon huit aspects fondamentaux

Les primaires et l'organisation des élections

En RDC, l'absence d'un cadre politique bénéficiant d'une véritable adhésion nationale depuis l'accord de 2002 et la fin de la transition en 2006 a été déterminante et a rendu le travail quotidien de la Mission des Nations Unies en RDC difficile. Alors que la Mission – la MONUC à ce moment-là – avait joué un rôle significatif dans les élections de 2006, celui de la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo (MONUSCO) a été amoindri en 2011 pour ensuite être marginalisé pendant les dernières élections présidentielles de 2018, principalement à cause des réticences du gouvernement congolais. Néanmoins, les représentants spéciaux du Secrétaire général des Nations Unies et les dirigeants de la Mission ont fait preuve d'efficacité en usant de leurs bons offices et en encourageant les compromis politiques dans les moments de tension, mais ils ont par ailleurs manqué de fermeté au moment d'exiger la mise en œuvre d'engagements politiques, comme de nombreuses parties prenantes l'auraient souhaité. L'Envoyé spécial des Nations Unies pour la région des Grands Lacs aurait pu agir de façon plus efficace sur des questions ayant des implications régionales et internationales. Les plus grandes réussites politiques des Missions ont eu lieu lorsque les acteurs internationaux travaillent de manière coordonnée pour soutenir un processus national.

Les efforts de maintien de la paix de l'ONU en RDC durent depuis presque 20 ans, pendant lesquels se sont tenues trois élections présidentielles et succédés huit représentants spéciaux du Secrétaire général de l'ONU.

Protection et stabilisation

L'efficacité de la MONUSCO en matière de protection a beaucoup fluctué dans le temps et dans l'espace et a engendré des résultats mitigés. Des exemples documentés illustrent

ces succès et ces échecs. Quand la MONUC/MONUSCO a agi de façon concertée et intégrée pour protéger les civils et prévenir les manifestations de violence, la situation s'est améliorée significativement. Cependant, des preuves de son incapacité à agir à la fois de manière préventive et en réponse à des rapports faisant état d'attaques visant des civils, ont également été relevées. Avec le temps, la MONUC/MONUSCO a servi de laboratoire pour mettre au point des outils de protection de populations civiles (PoC) (devenus depuis les meilleures pratiques en matière de protection tout au long du processus de maintien de la paix) et affiner le concept opérationnel de protection lui-même.

Les pressions financières que le Conseil de sécurité a récemment exercées sur la MONUSCO ont réduit la portée de son concept de « protection par projection », censé à l'origine accroître la flexibilité de la Mission. La mise en œuvre efficace d'une stratégie de protection ne peut avoir lieu que si le gouvernement du pays concerné ne s'engage activement à réformer ses institutions chargées de la sécurité afin de soutenir des stratégies appropriées de désarmement et de réconciliation. On ne peut envisager de stratégies sans prendre en compte les capacités adéquates requises pour les mettre en place. Jusqu'à présent, le défi réside dans le fait que cette stratégie implique une étroite collaboration avec les autorités locales, dont l'engagement varie en fonction de l'objectif militaire.

La composante militaire peut continuer d'essayer de désarmer par la force les groupes armés de l'Est du pays, mais cet objectif affiché restera une démarche futile si les questions politiques plus importantes ne sont pas réglées. Cependant, les grands groupes armés conventionnels tels que le Mouvement du 23 mars (M23) et les Forces démocratiques de libération du Rwanda (FDLR) ont été vaincus ou considérablement réduits en nombre et en capacité. Cela peut être imputé aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), à la MONUC/MONUSCO et à d'importants efforts diplomatiques déployés auprès d'acteurs régionaux. En général, la MONUSCO (avec la participation des FARDC) a réussi à réduire la force et les capacités militaires de certains groupes armés lorsqu'elle a eu recours à une combinaison de pressions militaires et d'outils souples tels que le dialogue politique, le désarmement, la démobilisation, le rapatriement, la réintégration et la réinstallation (DDRRR) des combattants des groupes dans leurs pays d'origine. À ce jour, si les groupes armés toujours présents dans l'Est de la RDC constituent réellement une menace pour la population locale, ils ne représentent peut-être plus un danger à l'échelle internationale ou régionale.

Les pressions financières que le Conseil de sécurité a récemment exercées sur la MONUSCO ont réduit la portée de son concept de « protection par projection » censé à l'origine accroître la flexibilité de la Mission.



Photo de l'ONU/Sylvain Liechi

Appropriation nationale et locale

Tant que les intérêts des Nations Unies et du gouvernement coïncident, cela donne lieu à une coopération efficace. En revanche, quand ces intérêts et le programme d'action ne convergent pas, les autorités congolaises choisissent leur propre voie. Ceci a été particulièrement vrai dans le cas de la réforme du secteur de la sécurité (RSS). Les forces de sécurité en RDC n'ont été ni organisées ni mises en place pour protéger la Constitution et les citoyens de la RDC. Elles ont plutôt servi à protéger les intérêts d'une petite élite au détriment de ceux de la population en général. Par conséquent, le pouvoir central de la RDC a pendant longtemps résisté aux tentatives de réforme des institutions en charge de la sécurité, tentatives qui pouvaient fragiliser le contrôle des élites au pouvoir.

La résistance aux réformes a été l'un des principaux obstacles auxquels la MONUSCO a été confrontée en ce qui concerne le rôle qu'elle devrait jouer et la stratégie de sortie qu'elle doit envisager.

Soutien régional et international

Le soutien continu d'autres États de la région aux groupes armés illégaux en RDC a souvent compromis le bon déroulement du mandat de la Mission. Que ce soit en tant que nation ou d'un point de vue stratégique, aucun des cinq membres permanents du Conseil

de sécurité (Chine, France, Russie, Royaume-Uni et États-Unis) ne s'est montré disposé à soutenir de tout son poids des mesures visant à résoudre l'instabilité qui règne dans le pays. Quand le Conseil est divisé en ce qui concerne la MONUSCO ou ne s'y intéresse pas suffisamment, la Mission se retrouve largement livrée à elle-même pour collaborer avec le gouvernement. Des alliés régionaux ont soutenu la stabilité et la continuité plutôt que les changements transformationnels qui s'imposent en RDC. L'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et l'Envoyé spécial de l'ONU pour les Grands Lacs ont mis en place un moyen de gérer les pouvoirs régionaux. La MONUSCO a participé à la diminution de l'aide directe fournie aux groupes armés non étatiques en RDC après la chute du M23, mais l'absence de volonté politique de la part d'acteurs régionaux pour mettre fin aux avantages économiques nés de l'instabilité en RDC a contribué à réduire l'efficacité globale de l'Accord-cadre.

Cohérence et partenariats

Malgré tout ce manque de cohérence et ces changements de partenariats, la Mission a dû relever le défi de la continuité, non seulement en raison des modifications du mandat, mais aussi à cause des différents styles de gouvernance et des priorités variables. Un certain nombre d'interlocuteurs ont estimé que la MONUSCO devrait établir des partenariats plus solides avec la société civile locale en faisant preuve d'engagement politique et en jouant un rôle de coordinateur, tout en laissant d'autres partenaires les mettre en œuvre. La Mission a connu le plus de succès quand le gouvernement congolais, les Nations Unies, la région et des partenaires s'alignaient politiquement (par exemple, pendant la transition et la première phase de la Brigade d'intervention -FIB-) mais elle était moins performante quand cette volonté politique était insuffisante. La mobilisation de ce genre d'alliances politiques est fondamentale pour le succès de la Mission. Mais comme celles-ci sont difficiles à maintenir, son efficacité peut varier. Si les considérations d'ordre stratégique et les calculs politiques sont bien les raisons principales des problèmes de relations entre le gouvernement congolais et la MONUSCO, il serait essentiel de renforcer l'engagement auprès de la population et que les fournisseurs de contingents de l'ONU et les FARDC entretiennent des relations de travail plus étroites afin de contribuer à un partenariat plus efficace susceptible d'encourager l'appropriation nationale.

Il serait essentiel de renforcer l'engagement auprès de la population et que les fournisseurs de contingents de l'ONU et les FARDC entretiennent des relations de travail plus étroites afin de contribuer à un partenariat plus efficace susceptible d'encourager l'appropriation nationale.

Légitimité, impartialité et crédibilité

La légitimité, l'impartialité et la crédibilité de la MONUC/MONUSCO ont considérablement fluctué au fil du temps et la façon dont sont perçues ces caractéristiques dans l'ensemble du territoire congolais est elle aussi variable. Le rôle que la Mission a joué dans la réunification du territoire a généré une vague de sympathie dont les gens se souviennent encore, notamment lorsque des personnes interviewées évoquent certains mécanismes couvrant l'ensemble du territoire de la RDC, comme Radio Okapi, qui a commencé à émettre à partir de 2001. Le fait que la Mission ait eu des difficultés à hiérarchiser ses tâches et à répondre de manière adéquate aux attentes placées en elle a entaché sa légitimité, son impartialité et sa crédibilité. Ces failles mettent en évidence l'importance pour la Mission d'établir une stratégie de communication claire et efficace. L'absence de relations étroites entre la Mission et le gouvernement a également porté atteinte à sa crédibilité aux yeux de ceux qui estiment que le gouvernement manque de légitimité et de crédibilité (en particulier après les élections de 2011).

Femmes, paix et sécurité

Grâce au travail de la MONUC et de la MONUSCO, les FARDC ont pu améliorer considérablement leurs méthodes d'identification des enfants soldats et n'en recrutent plus. Ceci est l'une des réussites de la Mission sur le long terme. En parallèle, et plus particulièrement ces dernières années, le Bureau de la MONUSCO chargé des questions de genre a œuvré à la promotion d'une perspective sexospécifique au sein même de la Mission afin d'y intégrer une compréhension plus complète et plus nuancée du rôle du genre dans les conflits et des besoins que cela implique.

Approche centrée sur les personnes

Adopter une approche centrée sur les personnes reste un défi majeur. Toutefois, ces dernières années, la composante Affaires civiles de la Mission s'est particulièrement concentrée sur l'adoption d'une approche participative, en soutenant des mécanismes inclusifs de dialogue et de recherche de consensus à l'échelle locale et en élaborant des solutions pour la communauté. En élargissant son influence sur le territoire grâce à une multiplicité de réseaux, la Mission a tenté de créer de nouvelles interfaces avec les communautés, en particulier celles situées dans des zones très violentes et instables et autour de celles-ci, alors même que ses ressources diminuent. Cependant, l'adoption d'une approche centrée sur les personnes reste un défi constant, notamment du fait que les réseaux d'influence de la Mission opèrent de manière inégale.



Photo de l'ONU/Sylvain Liechti

Répercussions stratégiques et opérationnelles des Missions de l'ONU en RDC

La MONUC a connu plusieurs succès stratégiques en RDC. Premièrement, elle a contribué à la réunification du pays. Deuxièmement, la MONUC-MONUSCO a mis en place des actions visant à empêcher qu'un conflit violent d'amplitude majeure ne se reproduise.

Troisièmement, la MONUC-MONUSCO a profité de sa présence pour permettre à d'autres acteurs nationaux et internationaux, y compris certains issus du secteur privé, de fournir des prestations de services et de stimuler l'économie locale. La MONUC-MONUSCO a contribué au fonctionnement et, dans certains cas, au développement d'infrastructures indispensables, telles que plusieurs aéroports, des voies d'accès essentielles, des voies de communication fluviales et lacustres et des services de télécommunication.

Quatrièmement, avec le temps, la MONUC-MONUSCO a contribué au renforcement d'un espace civique et d'une société civile dynamiques, et a beaucoup œuvré pour la démocratie en politique. Entre autres, elle l'a fait, par exemple, en soutenant Radio Okapi et en favorisant une culture de consultation et de dialogue. Radio Okapi a notamment

contribué de façon significative à cet activisme civique en fournissant une plate-forme médiatique impartiale qu'elle a alimentée en informations et débats.

Cinquièmement, la MONUC-MONUSCO a joué un rôle essentiel d'observatrice et aussi pour divulguer, collecter et partager des informations, ce qui a permis à la Cour pénale internationale de les utiliser dans le cadre de ses procédures judiciaires. Au fil des années, les informations que la Mission des Nations Unies a générées ont aidé l'ONU, l'UA, l'UE, la CIRGL, la SADC, la Banque mondiale, le FMI, des donateurs, des investisseurs du secteur privé, les médias et le public en général à délibérer et à prendre des décisions sur la RDC de manière éclairée.

Les contraintes et les défis auxquels font face les Missions de l'ONU en RDC

Le principal obstacle au développement de la stratégie de la Mission vient du degré de coopération de l'État congolais qui a diminué progressivement. De nombreux interlocuteurs ont observé que la MONUSCO travaille depuis des années avec un gouvernement réticent à sa présence sur son territoire et qui a demandé son départ à plusieurs reprises, bien qu'il ait respecté l'accord légal prévoyant d'accueillir la MONUSCO.

La deuxième contrainte stratégique majeure vient du fait que des États voisins alimentent l'instabilité dans la région et qu'au sein du Conseil de sécurité aucun de ses membres ne se soit fait le chantre de la MONUSCO. Il n'y existe pas non plus de réel consensus sur le soutien international à apporter à la Mission. Dans l'ensemble, la Mission a rencontré des obstacles d'envergure au moment de vouloir influencer les principaux acteurs qui ont une emprise sur les groupes armés. Cela est parfois dû à la réticence du gouvernement central et/ou à l'implication des représentants locaux dans les conflits régionaux. Mais cela peut aussi certaines fois découler de l'ingérence d'acteurs régionaux et de l'incapacité de la Mission, en raison de ces différents facteurs, à exercer davantage de pression sur certains des principaux responsables de l'insécurité dans l'Est du Congo.

La MONUC a connu plusieurs succès stratégiques en RDC. Premièrement, elle a contribué à la réunification du pays. Deuxièmement, elle a empêché qu'un conflit violent d'amplitude majeure ne se reproduise.

En ce qui concerne les contraintes opérationnelles de la Mission, vient tout d'abord le problème des multiples interprétations du mandat de la Mission et de ce que signifie maintien de la paix. Cela soulève aussi la question de l'absence d'un plan de communication stratégique pour contrer les incompréhensions et expliquer le mandat et la Mission au peuple congolais, voire aux membres des différentes sections de la MONUSCO.

Les dilemmes actuels

La pertinence et l'importance du soutien de la Mission au gouvernement congolais se sont considérablement accrues depuis la surprenante investiture du président Felix Tshisekedi. Au moment où celui-ci essaie d'affirmer son contrôle sur les forces de sécurité, une grande partie des dirigeants militaires ne lui manifesteront pas sa loyauté. Il recevra peu de soutien du corps législatif, où la coalition Kabila est majoritaire, et il lui sera difficile d'accéder à de nombreux secteurs de l'économie en raison de différents accords préalablement négociés et de conditions structurelles en vigueur. La Mission pourrait être alors l'un de ses plus puissants alliés et servir de tampon contre les forces qui lui sont opposées.

Cependant, au cours de cette période de transition, au moment où les intérêts des partisans de l'opposition dirigés par Fayulu et ceux des partis régionaux devront être satisfaits, la Mission devra aussi envisager son retrait et la planification de celui-ci. Si cela peut se faire de manière responsable, en prenant en compte les besoins réels du pays et non en fonction de coupes budgétaires aveugles, il est possible que la Mission réalise les objectifs de son investissement sur le long terme et décroche rapidement quelques victoires conjointement avec le nouveau gouvernement. Elle sera alors à même de transmettre les nombreuses tâches pour lesquelles elle a été mandatée à des institutions publiques mieux préparées et à une population congolaise plus autonome.





À propos d'EPON

Les opérations de maintien de la paix comptent parmi les mécanismes internationaux de gestion de conflits contemporains les plus importants. Cependant, leur efficacité prête à confusion et fait l'objet de débats tant dans les milieux politiques qu'universitaires. Plusieurs organisations internationales menant des opérations de maintien de la paix, notamment les Nations Unies, l'Union africaine et l'Union européenne, ont été soumises à des pressions croissantes pour qu'elles justifient l'efficacité et les effets de leurs actions. Bien que diverses initiatives pour améliorer la capacité d'évaluation de la performance des opérations de maintien de la paix soient actuellement en cours, un manque flagrant d'informations indépendantes et issues de la recherche concernant l'efficacité de ces opérations subsiste.

Pour remédier à cette lacune, l'Institut norvégien des relations internationales (NUPI), en collaboration avec plus de 40 partenaires du monde entier, a mis en place un réseau international afin de mener conjointement des recherches sur l'efficacité des opérations de maintien de la paix. Ce réseau a mis au point une méthodologie commune permettant à ses membres d'effectuer des travaux de recherche sur le sujet. Cela garantira une certaine cohérence entre les cas étudiés et rendra possible des travaux de recherche comparative. Le réseau produira une série de rapports qui seront transmis aux parties intéressées, qui comprennent les Nations Unies, l'Union africaine et l'Union européenne, les représentants des gouvernements concernés, des chercheurs et le public en général. Au fil du temps, ce projet présentera une quantité considérable d'évaluations centrées sur le travail de mission, qui pourront être utilisées pour identifier les principaux facteurs qui influent sur l'efficacité des opérations de maintien de la paix. Ces données seront mises à disposition du public au moyen d'une base de données en ligne qui constituera un fonds de référence dans ce domaine.



Photo de l'ONU/Sylvain Liechti

En 2018, quatre études de cas pilotes ont été menées : en République démocratique du Congo (MONUSCO), au Mali (MINUSMA), en Somalie (AMISOM) et au Soudan du Sud (MINUSS). Les résultats de ces premières recherches ont été partagés lors de séminaires internationaux à Addis-Abeba (siège de l'Union africaine), Bruxelles (siège de l'Union européenne) et à New York (siège des Nations Unies). Les partenaires du réseau ont passé en revue les expériences pilotes et ont pu ainsi affiner leur méthodologie de recherche. Les missions identifiées par les recherches de 2019 sont les suivantes : la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA), la Mission hybride des Nations Unies et de l'Union africaine au Darfour (MINUAD), la Mission de vérification des Nations Unies en Colombie et les Missions spéciales d'observation de l'UE et de l'OSCE en Ukraine.

Le NUPI coordonne ce réseau. De nombreux partenaires financent leur propre participation. Le NUPI a également reçu des fonds du Conseil norvégien de la recherche et du ministère des Affaires étrangères norvégien destinés à soutenir le réseau et ses recherches, notamment par le biais du Projet d'opérations de maintien de la paix des Nations Unies (UNPOP) et du programme de Formation pour la paix (TFP).

Pour de plus amples informations, veuillez contacter :

Dr Cedric de Coning, NUPI

NUPI - Centre pour les Nations unies et la gouvernance mondiale

cdc@nupi.no | [@CedricdeConing](https://www.instagram.com/CedricdeConing) | +4794249168

Ce rapport évalue dans quelle mesure la Mission de stabilisation des Nations Unies en République démocratique du Congo (MONUSCO) atteint ses objectifs stratégiques actuels et quelles ont été les répercussions de l'action de la Mission sur la situation politique et sécuritaire de la République démocratique du Congo (RDC), en particulier dans l'Est du pays où elle a principalement déployé ses efforts.

Le rapport se concentre sur la période la plus récente du mandat de la MONUSCO (2013-2018) et prend également en compte le travail que la MONUC a effectué depuis 1999, offrant ainsi une vision à long terme des opérations de maintien de la paix dans le pays. Les efforts de maintien de la paix de l'ONU en RDC depuis la fin de la deuxième guerre du Congo durent depuis presque 20 ans, pendant lesquels se sont tenues trois élections présidentielles et succédés huit représentants spéciaux du Secrétaire général de l'ONU et un nombre important de crises politiques et sécuritaires impliquant des acteurs nationaux et régionaux ainsi que des groupes armés non étatiques. La Mission a dû se réinventer, essayer de s'adapter à des dynamiques de conflit changeantes et modifier sa position au gré des exigences du Conseil de sécurité, du gouvernement congolais et des États régionaux, mais aussi en raison de récentes coupes budgétaires.

Faisant partie des plus importantes opérations de maintien de la paix multidimensionnelles – celle-ci comprend actuellement 15 000 soldats, 1 300 officiers de police venant de 124 pays contributeurs et 3 400 civils –, la MONUC-MONUSCO a été dotée de ressources importantes et a reçu un mandat extraordinairement ambitieux. Ce rapport a pour objectif principal d'évaluer l'adéquation entre les ressources et le mandat ainsi que la manière dont la Mission a ajusté ses stratégies pour agir efficacement dans des circonstances d'une extrême complexité.



 @EffectivePOps

<http://effectivepeaceops.net>

